



**HAL**  
open science

**”Destituer” le patrimoine ? - Synthèse de séance du séminaire Dé-patrimonialisations, Séance introductive, Romain Bertrand et Mathilde Bielawski (org.), Université Lumière Lyon 2, LADEC-ED 483. 2022**

Mathilde Bielawski

► **To cite this version:**

Mathilde Bielawski. ”Destituer” le patrimoine? - Synthèse de séance du séminaire Dé-patrimonialisations, Séance introductive, Romain Bertrand et Mathilde Bielawski (org.), Université Lumière Lyon 2, LADEC-ED 483. 2022. Séminaire Dépatrimonialisations, Nov 2020, Lyon, France. hal-03877694

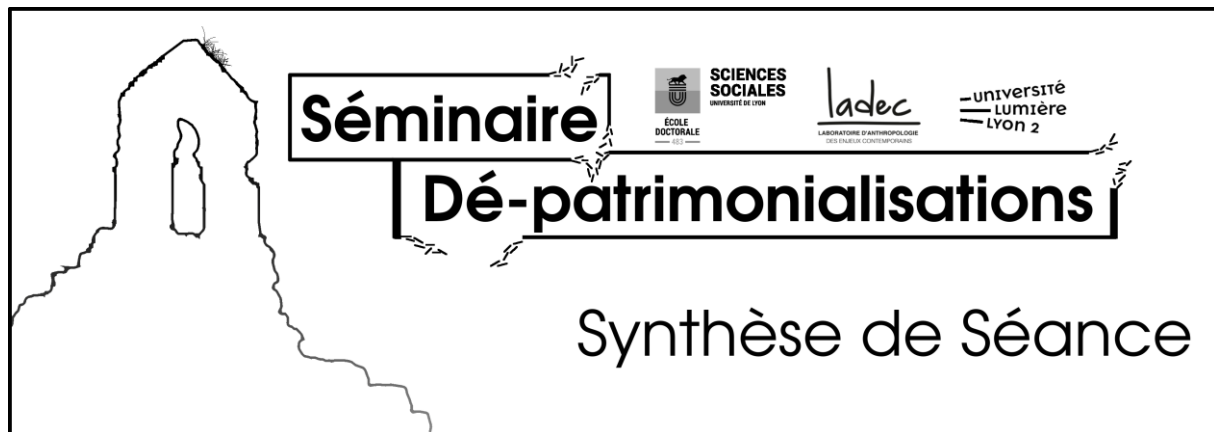
**HAL Id: hal-03877694**

**<https://hal.science/hal-03877694>**

Submitted on 29 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



### Séance introductive : « Destituer » le patrimoine ?

Mathilde Bielawski, doctorante en anthropologie au LADEC – Université Lumière Lyon 2

[mathilde.bielawski@univ-lyon2.fr](mailto:mathilde.bielawski@univ-lyon2.fr)

### Séance de la matinée

#### Lecture analytique des travaux des invités :

Pour cette séance introductive, il nous semblait évident de commencer ce travail avec Cyril Isnart et Jean-Louis Tornatore, non pas à travers leurs « expériences patrimoniales », mais plutôt à travers de leurs implications dans des « expériences dé-patrimoniales ».

Cyril Isnart est anthropologue, chercheur au CNRS, membre de l'IDEMEC (institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative) à l'université Aix Marseille. Il travaille également en collaboration avec le CIDEHUS — Centre interdisciplinaire d'histoire, de cultures et de sociétés de l'Université d'Évora au Portugal, CRIA-Centre de recherche en anthropologie également au Portugal, et il est membre du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Section Anthropologie sociale, ethnologie et langues régionales, de l'École Nationale des Chartes. La grande majorité de ses travaux portent sur le fait patrimonial, religieux et musical dans l'espace méditerranéen du Portugal, à la France, l'Italie, la Grèce et le Maghreb.

Pour cette séance son choix s'est porté sur le patrimoine religieux, à travers son article « Raconter Saint-Antoine à Lisbonne. Acteurs, performances et effet du discours

hagiographique contemporain. »<sup>1</sup> Il analyse les superpositions contemporaines entre tourisme, patrimoine et religion autour de l'image de Saint-Antoine de Padoue au Portugal. Il explique les moyens déployés, que ce soit par l'institution publique, l'Église, et l'industrie touristique au Portugal, pour la mise en place d'une image de Saint-Antoine de Lisbonne (sa ville natale) au détriment de Saint-Antoine de Padoue (sa ville de décès). L'hypothèse du texte est que le récit hagiographique est pris en charge par les champs religieux, touristiques et patrimoniaux, mais que l'apport de chacun dans la construction de ce récit est difficile à distinguer. En effet, ces acteurs se basent sur la citation du pape Léon XIII disant : « Saint Antoine n'est pas seulement le saint de Padoue, mais le Saint du monde entier. »<sup>2</sup> ce qui participe de la création de l'identité lisboète du Saint afin de **destituer** son identité italienne. Ainsi, il essaie de réfléchir aux présupposés et aux aprioris, émis par les communautés des croyants, à propos de la mise en patrimoine du religieux. Dans l'introduction de l'ouvrage *The Religious Heritage Complex. Legacy, Conservation, and Christianity*<sup>3</sup>, il montre l'étroite relation qu'il y a entre le patrimoine et le religieux. Il y a une frontière très poreuse entre le fait religieux et le fait patrimonial, alors que toute une tradition théorique, notamment la sociologie de la sécularisation, pense la séparation et l'effacement de l'un par l'autre. Cela amène à se questionner. Comment les objets patrimoniaux sont devenus-ils sacrés ? À travers l'exemple notamment des objets de l'Église qui deviennent patrimoine, n'y aurait-il pas une forme de **destitution** du « sacré religieux » pour aller vers une institution du « sacré patrimonial » ? Parce que, comme il l'écrit, si le patrimoine est sacré cela ne veut pas dire qu'il est religieux, cela signifie juste qu'il a une place à part dans la catégorie des objets.

Il y a donc une concomitance des régimes de conservation et de valorisation des objets, des lieux et des rites portés par les acteurs religieux et patrimoniaux qu'il faut pouvoir penser comme un « complexe », un nœud de pratiques qui tient justement parce que les pratiques sont contemporaines et solidaires. Et cela pose la question de savoir pourquoi certains acteurs et certains analystes veulent absolument les voir comme des domaines séparés : pourquoi y a-t-il un refus d'accepter la coopération et la reconnaissance mutuelle, comme dans le cas des

---

1 Isnart Cyril, « Raconter saint Antoine à Lisbonne. Acteurs, performances et effets du discours hagiographique contemporain », *Cahiers de littérature orale* [En ligne], 79 | 2016, mis en ligne le 19 décembre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clo/2656> ; DOI : 10.4000/clo.2656

2 Op.cit.

3 Cerezales Nathalie & Isnart Cyril, *The Religious Heritage Complex. Legacy, Conservation, and Christianity*, London, Bloomsbury, Material Religion Series, 2020. ISBN: 978-1-3500-7251-0.

croyants qui ne veulent pas voir leur bien religieux patrimonialisé ? Comme dans le cas des sociologues qui séparent des régimes de soins aux choses du passé entre pratiques patrimoniales et pratiques religieuses ? En bref, qu'aurait-on à gagner à penser l'ambivalence plutôt que la séparation ?

Notre deuxième invité, Jean-Louis Tornatore, est anthropologue et anciennement conseiller à l'ethnologie à la DRAC de Lorraine. À présent, il est professeur à l'université de Bourgogne au laboratoire Interdisciplinaire de Recherches « Société, Sensibilités, Soins » (anciennement centre Georges Chevrier). Nous avons tout d'abord connu ses travaux en tant qu'étudiant. e. s en licence d'anthropologie dans le domaine de la mémoire, du patrimoine culturel qu'il soit matériel et immatériel à travers ses travaux sur l'inscription du Repas Gastronomique des Français (RGF) sur la liste du Patrimoine Culturel Immatériel, et sur le travail de mémoire de la Lorraine industrielle. S'en est suivi la découverte de son positionnement concernant la pratique de l'anthropologie celle d'une anthropologie pragmatiste, promouvant l'idée d'accompagnement entre les acteurs et le chercheur, sur le terrain, face à la réalité en train de se faire.

Ce qui nous intéresse présentement pour ce séminaire c'est sa dernière publication dans les Cahiers du CFPCI intitulée « Patrimoine et territoire : institution, destitution »<sup>4</sup>. C'est à travers la relation territoire-patrimoine qu'il propose d'aborder, lors de ce séminaire, les « dé-patrimonialisations ». Que se passe-t-il lorsque l'on émancipe le patrimoine du territoire État-nation ? Que se passe-t-il lorsque l'on pense le scénario contre-hégémonique du patrimoine dans un contexte territorial où l'activité humaine a des répercussions inévitables (anthropocène, capitalocène) ? Ce qu'il est possible de retenir de ce texte est qu'émettre un discours contre-hégémonique du patrimoine c'est extraire le patrimoine du contexte territorial dans lequel il a été produit. Donc dans le contexte géopolitique actuel, l'extraire de la domination d'un État-nation ou d'associations d'État-nation (dans le cas de l'Unesco), pour aller observer ce qui se crée dans ce qu'il appelle les « espaces publics oppositionnels » ou « activités patrimoniales non-institutionnelles »<sup>5</sup>. Puisque le patrimoine est une activité éminemment politique il est, selon lui, important de se positionner et de se questionner sur comment des expériences patrimoniales alternatives remettent en question le fait patrimonial. L'auteur évoque alors, dans

---

4 Tornatore Jean-Louis, « Patrimoine et territoire : institution, destitution » in *Patrimoine et territoire. Une parenté conceptuelle en question*, Les Cahiers du CFPCI, n° 7, juillet 2020.

5 Op.cit.

un autre de ses articles intitulé « *Pour une anthropologie pragmatiste et plébéienne du patrimoine : un scénario contre-hégémonique* »<sup>6</sup>, trois registres sur lesquels le chercheur, qui veut étudier les scénarii contre-hégémoniques du patrimoine, doit se pencher : les actions plébéiennes, qui s’émancipent de l’État-nation, les actions qui relèvent du *care* — en anglais, prendre soin — porter sur des actes moins nocifs pour notre environnement, pour construire le futur, et enfin s’intéresser à l’inscription du patrimoine dans la vie sociale ordinaire. Pour cela il prend l’exemple de luttes comme celle de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Effectuer ce travail de réflexion en ce sens permettrait d’aller voir où le patrimoine institutionnalisé est **destitué**, cela permettrait de l’extraire de cette logique de marché et de consommation, du contexte ultralibéral, dans laquelle les expressions ou sites patrimoniaux ont été engrenés, et de cette manière-là, permettrait de le repenser, le retravailler, et réinventer une nouvelle relation au passé. Ainsi, **destituer** le patrimoine, c’est le libérer du besoin que nous ayons d’institutions d’État.

Les interrogations de ces deux chercheurs m’amènent à penser qu’il est nécessaire de nous pencher sur les formes de « **destitution** » du patrimoine culturel. Et je n’ai pas pu m’empêcher de repenser à une discussion qu’ils ont partagée, et à laquelle j’avais pu assister à l’EHESS lors de rencontres intitulées « Instantanés patrimoniaux », sur la Culture avec un grand C ou « culture » entre guillemets. J’ai donc repris mes notes et me suis rendu compte qu’à travers ce travail de Manuela Carneiro Da Cunha, travail auquel ils faisaient référence lors de cette discussion, je trouvais le point de corrélation entre leurs travaux. En effet dans ces derniers travaux il y a cette volonté d’aller observer, comme en parle Manuela Carneiro Da Cunha<sup>7</sup>, ces formes de contestation de la Culture, avec un grand C, qui s’émancipe du pouvoir hégémonique pour produire une autre « culture », entre guillemets. Elle distingue le terme Culture du terme « culture ». La Culture est celle qui est partagée par un groupe dans ses manières de voir le monde sans le savoir, c’est une forme d’habitus. La « culture » quant à elle est une objectivation de l’expression culturelle, qui devient un moyen de transaction. L’objet « culture » peut être partagé, diffusé au-delà du cercle initial. Et cette « culture » va devenir dans ce monde

---

6 Tornatore Jean-Louis, « Pour une anthropologie pragmatiste et plébéienne du patrimoine : un scénario contre-hégémonique », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], 1 | 2019, mis en ligne le 07 octobre 2019, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/449> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituarss.449>

7 Carneiro Da Cunha Manuela, *Savoir traditionnel, droits intellectuels et dialectique de la culture*, Paris, Éditions de L’Éclat, coll. « Terra cognita », 2010.

mondialisé, capitaliste, un objet à monnayer, une monnaie d'échange. Elle prend l'exemple des savoirs ethnobotaniques autochtones qui sont réutilisés par l'industrie pharmaceutique. Le savoir ne sert plus uniquement la communauté autochtone il devient un objet « médicament » qui est injecté dans l'économie mondialisée et les populations autochtones sont dépossédées de ce savoir. De cet exemple, on peut en faire une analogie avec le patrimoine culturel et l'Unesco. Dès qu'une expression culturelle va être mise en avant en tant que patrimoine mondial, par un État-nation donné, il décide d'en faire un objet qui va entrer dans l'économie du patrimoine culturel mondial. Cette analogie est également évoquée par Cyril Isnart dans l'article où il traite du travail de Carneiro da Cunha<sup>8</sup>, dans lequel il évoque également les travaux de Kirshenblatt-Gimblett<sup>9</sup>. Il explique que chez cette deuxième auteure le patrimoine serait à la patrimonialisation chez elle, ce que Culture est à la « culture » chez Carneiro Da Cunha. Cette dernière parle, quant à elle, d'effet boomerang : les pratiques de mise en « culture » font maintenant partie de la Culture, la patrimonialisation est devenue un habitus. Selon mes notes, Isnart et Tornatore notaient également le fait qu'à présent, nous observions un renversement. Des communautés qui ont été dépossédées de leur Culture, de leur objet patrimonialisé, vont vouloir se réappropriier l'objet « culture » ou l'objet patrimonialisé pour faire une nouvelle propriété, leur propre propriété. D'après moi, ce point nous ramène à la notion de « **destitution** ». Ces communautés décident de **destituer** cet objet, en tant qu'objet culture ou patrimonialisé, il va perdre ce titre pour en gagner un autre. La **destitution** n'est réalisée que dans un seul but celui de réinstaurer, réhabiliter, mais dans une autre forme de pensée, dans un autre système, dans une autre forme de relation.

C'est pourquoi ce que je propose pour ce premier séminaire c'est de continuer dans l'analogie avec Culture et « culture », où « culture » devient pour nous « patrimoine », afin de pouvoir aborder la question de la **destitution** des objets patrimonialisés par les communautés qui en ont été dépossédées dans les processus de patrimonialisation.

### Discussion :

Cette première lecture analytique des travaux des deux invités nous a amenés à discuter autour de la question de l'ontologie. Nous avons plus échangé et discuté autour de la question

---

<sup>8</sup> Isnart Cyril, « Culture et “culture” religieuse. Manuela Carneiro da Cunha chez les Catholiques. » in *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, Jean-Louis Tornatore, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme ; Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp.91-110, 2019.

<sup>9</sup> Kirshenblatt-Gimblett Barbara, « Intangible heritage as metacultural production », in *Museum International*, vol. 56, n° 1-2, 2004, p. 52-64.

de « destituer la notion de patrimoine en anthropologie » que de « dé-patrimonialiser les objets patrimoniaux ». Est-ce que lorsque l'on aborde la destitution du patrimoine on l'aborde par un autre terme, ou est-ce le même terme qui est qualifié par d'autres valeurs ? Ce qui serait intéressant serait de questionner l'ontologie du patrimoine occidental à d'autres ontologies, à d'autres manières de vivre le patrimoine que celui institutionnalisé.

Pour cela Cyril Isnart propose d'essayer, en tant qu'anthropologue ou chercheur en SHS, d'évaluer quelles sont les conséquences de ces passages de ces allers-retours entre ces différentes ontologies. Il aborde l'hypothèse selon laquelle, dans les processus de patrimonialisation, il n'y a jamais un effacement total du système auquel appartient l'objet, il y a des possibilités de réactivation de l'ancienne catégorie. En ce sens, il y a la possibilité de réaliser une biographie de l'objet. Cyril Isnart propose de prendre l'exemple du patrimoine religieux, qui peut devenir à la fois patrimoine, ou être les deux à la fois, religieux et patrimoine. Ça veut dire qu'il y a une sorte de résistance des anciennes fonctions de l'objet qui peuvent être réactivées. La question qui serait à poser est : qu'elles sont les modalités de réactivation et quels sont les régimes d'ontologie dans lequel ces objets se sont inscrits ?

En d'autres termes, selon Jean-Louis Tornatore, il faudrait libérer les objets de la gangue patrimoniale, car ils sont chargés par les valeurs des institutions d'état. Le néo-capitalisme est passé par là. C'est devenu une source marchande. Il y aurait nécessité à réhabiliter les passés laminés, ce qui implique de traverser des objets ou événements douloureux. Repenser le passé de cette manière-là implique de s'inscrire dans d'autres formes de temporalités que celles du temps linéaire que la machinerie néo-libérale du patrimoine nous impose actuellement. Ainsi, se libérer de la gangue patrimoniale c'est se libérer du temps linéaire. C'est s'inscrire sur d'autres formes de temporalité. Il y a des connexions entre le passé, le présent et le futur qui ne sont pas visibles et qu'il faut aller chercher. Il semble nécessaire de plier le temps pour influencer sur le passé, le présent et le futur. Essayer d'aller comprendre comment ce qui était après peut modifier ce qui était avant. D'autant plus que dans notre monde actuel, le futur se faisant rare il est donc nécessaire d'en prendre soin.

Mais la problématique qui se pose est : comment attraper ce temps qui file, à travers quels objets ? Est-ce du patrimoine ? Ou est-ce autre chose ? À travers les objets frontières, qui passent d'un état à un autre ? À travers un objet qui porte encore les marques de son ancien système ? Ou à travers un objet qui se trouve dans plusieurs états de manières concomitantes en fonctions des contextes dans lesquels il est mobilisé et en fonction des acteurs qui le mobilise.

Peut-être que les objets religieux dans leur capacité à être à la fois vecteurs de valeurs religieuses et à la fois vecteurs de valeurs patrimoniales sont une première ouverture dans cette piste de recherche. N'est-il pas également possible d'ajouter que les territoires, les musiques, les savoirs sont également porteurs de cette ambivalence productive ou créative qui les fait dépasser l'un et l'autre de leurs contextes d'existence, dès lors qu'ils entrent dans le champ patrimonial ? D'autant plus que, parfois, le patrimoine est un désavantage pour leur conservation, c'est pour cette raison même qu'il semble donc nécessaire de le dépasser.



**Synthèse des deux présentations de l'après-midi :****Présentation de Cyril Isnart (CNRS-IDEMEC) :**

Cyril Isnart aborde, ce qui est selon lui, le plus intéressant scandale provoqué par l'incendie de Notre-Dame de Paris. Je le cite : « Un scandale patrimonial dans sa nature même ». Ce scandale apparaît suite à l'interview de Michel Pastoureau, historien médiéviste croyant, réalisé par le quotidien La Croix lui demandant son avis à propos de l'avenir de Notre-Dame.

Lors de cette entrevue, Pastoureau décrit, selon son avis, l'ambiance de Notre-Dame avant l'incendie. Des fidèles envahis pendant leurs prières par des hordes de touristes internationaux, qui ne marqueraient aucune forme de respects envers le lieu et les croyants. Dans cette optique, l'incendie aurait été un événement qui aurait permis de mettre fin à ce spectacle. Donc pour éviter de retrouver ce scénario, après la réouverture de Notre-Dame, il propose deux solutions :

1. Fermer la cathédrale aux touristes. Sauf que cette option est non pensable par la Mairie de Paris et l'État qui ne considèrent pas la cathédrale uniquement comme un lieu religieux, mais la perçoivent également comme un symbole patrimoine rempli de valeurs historiques. Elle est également un futur lieu mis en valeur pour les JO de 2024.
2. Fermer Notre-Dame aux fidèles. Sa logique étant de dire comme nous ne pouvons plus prier convenablement dans cette cathédrale. Rendons-la uniquement musée. Ce qui permettrait de régler également le problème de la reconstruction de la flèche. En effet, une fois la cathédrale réinventée en musée, il n'y a plus d'obstacle à la réinvention de la flèche.

Cyril Isnart nous indique que bien entendu ces propos n'ont pas plus aux lecteurs de La Croix. Pastoureau a écrit un démenti suite à leurs réactions, où il indique qu'il plaisantait, qu'il faisait de l'ironie. En effet, c'était sa manière de montrer sa colère contre les touristes qui dénaturent ce lieu de culte, et contre la Mairie et l'État qui : « jouent le jeu du tourisme contre les fidèles ».

Sa présentation de ce scandale lui permet de nous montrer que pour les croyants, « la patrimonialisation aurait un effet dévastateur sur les objets, les lieux, les pratiques et les représentations religieuses. [...] Il y aurait une dépossession, une expropriation, une — disons le mot sur lequel on reviendra — une sécularisation qui efface, annule, détruit la religion, et notamment ses plus profondes et ses plus mystiques caractéristiques : le rapport au lieu, l'ouverture du monde terrestre au divin, l'introspection, la prière, et la foi... » L'intervenant

nous explique que ce sentiment proviendrait, en Europe, de la perte du pouvoir politique par l'Église. Cela est passé notamment par la patrimonialisation des lieux de cultes en tant que monuments nationaux, monuments historiques. Donc si l'on suit cette logique, selon les propos de Pastoureau, pour que l'objet retrouve sa fonction d'origine, qui est sa fonction religieuse, il doit être « dépatrimonialisé ».

Cyril Isnart nous donne ensuite l'exemple des responsables du sanctuaire de Saint-Antoine de Padoue à Lisbonne qui « tentent de sauvegarder une certaine intimité aux fidèles contre les touristes. » En effet, il y a une division de l'espace qui a été réalisée afin que touristes et fidèles se rencontrent le moins possible. Les touristes jouissent de la crypte du sanctuaire, qui serait la chambre de naissance du saint, tandis que les fidèles jouissent, dans la nef, du grand tableau miraculeux de Saint-Antoine. Il y a une délimitation de l'espace religieux et de l'espace patrimonial, touristique. Il nous rappelle que si ce scénario existe c'est parce que depuis les réaffirmations dogmatiques de la contre-réforme et Vatican 2. La matérialité des objets religieux est nécessaire à la pratique de la foi catholique. Il nous dit que « Le culte des images des saints et de la Vierge, la sacralité du lieu de culte, la présence des êtres surnaturels à travers les reliques impliquent une politique de conservation et une transmission des biens qui sont pensés comme les supports de la foi et de son expression. »

Suite à ces exemples, il note une première contradiction. Les pratiques de conservations des objets religieux par les catholiques pour la bonne pratique de leur foi, ne seraient-elles pas les mêmes réalisées par des conservateurs dans un objectif de patrimonialisation ? La deuxième contradiction est que ces lieux à la fois religieux et historiques ne seraient rien sans l'une des deux dimensions. Et cela s'observerait, d'après Cyril Isnart, à travers les pratiques sociales de ces lieux. En effet, les fidèles ne se contentent pas exclusivement d'aller prier et les touristes ne se contentent pas exclusivement de visiter. Il y a une frontière poreuse entre lieux patrimoniaux et lieux religieux qui s'observent. Il parle de « processus de mixité catégorielle ».

Ainsi cette présentation a permis de montrer deux postures différentes face à la question de la cohabitation entre religieux et patrimonial. Celle de Pastoureau qui souhaite une dépatrimonialisation du lieu religieux afin qu'elle retourne aux fidèles. Et celle des franciscains de Lisbonne qui ont opté pour une « sécularisation radicale du religieux ». Pendant que le premier souhaite rendre exclusive la fréquentation de la cathédrale à une catégorie de personne, les seconds ont opté pour une séparation de l'espace afin de permettre la « co-existence de différentes fonctions du lieu ». Néanmoins, il termine sa présentation en pointant une lacune de

ce dernier système. En effet, si jamais une des dimensions du lieu disparaît que ce soit la dimension religieuse ou la dimension patrimoniale, il est moins sûr de sa survie. « Dans ce cas, le risque de la dé-patrimonilisation serait celui de la disparition de l'objet même des attentions des acteurs en place. »

**La présentation de Jean-Louis Tornatore (Univ. De Bourgogne — LIR3S) s'appuie sur un texte qui est en cours de publication. Les personnes intéressées par son texte sont invitées à le contacter directement à l'adresse [jean-louis.tornatore@u-bourgogne.fr](mailto:jean-louis.tornatore@u-bourgogne.fr)**